

F.S.E.

" TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS " ? : LE GRAND BLUFF !

Après plus de sept mois de présidence, l'hyperactivité de N. Sarkozy et le rythme effréné de ses prétendues "réformes", s'apparentent avant tout à des actions de communication et de culture de son image. Le Président donne l'illusion de prendre en compte les problèmes réels de la société, mais les mesures mises en oeuvre n'ont-elles pas pour but de détourner l'attention ? Leur présentation masque les effets néfastes de sa politique.

Le **pouvoir d'achat** en est le dernier exemple. Dans le courant du mois de novembre, les sondages indiquent qu'il est la préoccupation numéro un des Français. Message reçu. Le 29 novembre N. Sarkozy est sur les chaînes de télévision. Il annonce une série de mesures. Le 12 décembre elles font l'objet d'un projet de loi, expédié au Parlement, pour discussion en urgence avant la fin de l'année. En deux semaines, Sarkozy et Fillon considèrent avoir réglé le dossier du pouvoir d'achat ! Fermez le ban ! Dossier suivant !

Les mesures "pouvoir d'achat" sont connues : 1) accroissement des **heures supplémentaires**, lorsque les entreprises en ont besoin ! et dont tous les salariés ne bénéficieront donc pas; 2) **le rachat des heures de RTT** (majorées), pour ceux et celles qui en ont sur leur compte épargne temps; 3) **le déblocage d'une partie de la "participation"**, mais 50% des entreprises ne sont pas soumises à ce dispositif, présenté depuis toujours comme une épargne nécessaire pour compléter les régimes de retraites; 4) une **prime de fin d'année**, dans les PME de moins de 50 salariés, pour les entreprises qui le pourront, ou le voudront. Cette prime risque de se substituer à de "vraies" augmentations de salaires; 5) développement des heures sup. et **rachat de jours RTT dans la Fonction Publique**, où les heures sup. sont un non sens. Elles sont la conséquence d'un manque d'emplois (dans le milieu hospitalier entre autres). Or N. Sarkozy veut encore supprimer 21.000 emplois en 2008. Les heures sup. ne vont pas régler le retard de 6% du pouvoir d'achat de l'ensemble des fonctionnaires !

La plupart de ces mesures sont accompagnées de défiscalisation et de nouvelles exonérations de cotisations sociales pour les entreprises. Ces exonérations atteindront 30 milliards d'€ en 2008, sans effets toujours apparents en termes d'emplois ! En 2007 la création d'emplois n'a cessé de régresser au fil des trimestres. Les exonérations de cotisations sociales sont en principe compensées par le budget de l'Etat, dont le déficit a été accentué par les cadeaux fiscaux, offerts aux plus riches dans le "paquet fiscal" du mois de juillet. La compensation n'est donc pas totalement garantie et elle risque de se retourner contre les régimes de protection sociale, eux aussi en déficit.

xxxxxxxxxx

Toutes les mesures présidentielles ont la même inspiration, la même source : le slogan martelé depuis la campagne présidentielle : **"travailler plus pour gagner plus"** . Pour Nicolas Sarkozy, les 35 heures ont créé une société "oisive", il faut "réhabiliter le travail", Il faut en finir avec les 35 heures (dont le but : créer des emplois et faire reculer le chômage a pourtant été atteint), il faut peut-être aussi en finir avec la durée légale du travail ? "libérons les énergies" ! "récompensons le mérite" !

Mais, quand un pays comme le nôtre a un taux de chômage, même en baisse, de plus de 8% (soit plus de 2 millions de personnes), quand cette baisse du chômage s'accompagne, selon l'INSEE, d'une hausse du "sous-emploi" qui touche 1,5 millions de personnes : temps partiels souvent contraints, CDD, intérim, contrats aidés..... quand la majorité des bénéficiaires du RMI n'attendent qu'un emploi pour sortir de l'assistance, dire à ces **5 millions de personnes** : "travaillez plus" , mais ils ne veulent que ça ! c'est une véritable insulte !

Et comment le Président pense-t-il simplement maintenir le pouvoir d'achat des **retraités** ? L'allongement de la durée de cotisation, déjà envisagée au-delà de 40 années, conduirait à une baisse du niveau des pensions, encore plus sensible que celle engagée par les réformes Balladur en 1993 et Fillon en 2003. De plus, si les salariés étaient contraints de travailler plus de 40 ans (la durée moyenne des carrières est actuellement de 37 ans) le niveau du chômage et les difficultés d'insertion des jeunes ne pourraient que croître. La récente réforme des "régimes spéciaux" avait pour but de préparer l'opinion publique à un nouvel allongement de la durée de cotisation. Comment enfin le Président peut-il maintenir le pouvoir d'achat des 780.000 foyers, plus que modestes, auxquels on supprime en deux ans **l'exonération de la redevance TV** ?

xxxxxxxxxxxx

Le slogan " **travailler plus pour gagner plus**" cache bien une politique de régression sociale. Le "travailler plus" s'oppose au "**travailler tous**". "Gagner plus" se restreint à une minorité de salariés. Cette politique n'est pas une politique en faveur de l'emploi, pour la création d'emplois, pour le plein emploi. Elle y tourne le dos. **Elle fait le choix du chômage, de la précarité, de l'exclusion.** Des mesures en faveur du "pouvoir d'achat", qui n'abordent pas le problème des salaires, des politiques salariales, des inégalités, de l'éventail hiérarchique, du financement de la protection socialene cherchent qu'à faire diversion.

Les mesures en trompe l'oeil de N. Sarkozy indiquent les vrais combats à poursuivre : pour l'emploi, les salaires et le "rendez-vous" crucial de 2008 des retraites.

14 décembre 2007
Pierre HUREAU